



Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

## REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

### MARCHES PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N°DPS2026-05**

## VERIFICATION, MAINTENANCE ET ACHAT D'EQUIPEMENTS ET APPAREILS DE SECURITE INCENDIE POUR LE CHU DE RENNES

Date et heure limite de réception des plis : **le 16 juillet 2026 à 12 h.**



**Plate-forme des achats de l'Etat**  
[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR</b> .....	4
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur .....	4
<b>CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b> .....	4
Article 2 - Objet du marché public .....	4
Article 3 - Etendue de la consultation .....	4
3.1 - Procédure de consultation .....	4
3.2 - Publicité.....	4
3.3 - Type de marché public.....	4
3.4 - Allotissement .....	4
3.5 - Forme du marché public et des prix .....	5
3.5.1 Forme du marché public	5
3.5.2 Forme des prix	5
3.6 - Etendue du marché public - quantités .....	5
3.7 - Durée du marché public.....	5
3.8 - Délai d'exécution.....	5
3.9 - Classification CPV .....	6
Article 4 - Conditions de la consultation .....	6
4.1 - Variantes.....	6
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
4.3 - Options (au sens communautaire).....	6
4.4 - Visite de site.....	6
4.5 - Délai de validité des offres.....	6
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	6
4.7 - Sous-traitance .....	6
4.8 - Modes de règlement du marché public .....	7
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux .....	7
4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique .....	7
<b>CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION</b> .....	7
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation .....	8
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification .....	8
7.1.2 Renseignements complémentaires	8
7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation	8
<b>CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER</b> .....	8
Article 8 - Contenu de la candidature .....	8
8.1.1 DUME	8
8.1.2 Hors DUME	9
Article 9 - Contenu de l'offre .....	9
Article 10 - Conditions de remise des échantillons .....	9
10.1 - Remise des échantillons.....	9
<b>CHAPITRE V - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS</b> .....	10
Article 11 - Conditions d'envoi des plis .....	10
11.1 - Transmission par voie dématérialisée .....	10
11.2 - Copie de sauvegarde.....	10
11.3 - Signature du marché public.....	10

<b>CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 12 - Essais .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 13 - Démonstration / Présentation.....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 14 - Examen des candidatures .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 15 - Jugement et classement des offres .....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 16 - Information des décisions de rejet.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 17 - Attribution .....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE IX - RECOURS.....</b>	<b>12</b>

## CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR

### Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale du CHU de RENNES
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>

## CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la vérification et la maintenance préventive et corrective, curative si besoin, des appareils et équipements de sécurité incendie du CHU de Rennes ainsi que l'achat d'appareils et équipements de sécurité incendie, de pièces détachées et d'accessoires.

### Article 3 - Etendue de la consultation

#### 3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation fait suite à la consultation GHT2025-08 ayant fait l'objet des publicités suivantes :

- BOAMP : annonce n° 25-73838, date de parution le 02/07/2025 ;
- JOUE : annonce n°427773-2025, date de parution le 02/07/2025 ;
- PLACE : publication le 30/06/2025.

Le lot 1 « maintenance préventive et corrective des équipements et appareils de sécurité incendie du CHU de RENNES, et achat d'extincteurs neufs, RIA, sparklets et prestations associées » a été déclaré sans suite pour cause d'infructuosité.

#### 3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

- Profil acheteur     BOAMP     JOUE

#### 3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input checked="" type="checkbox"/> Catégorie n° 1 : Services d'entretien et de réparation

#### 3.4 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

En application des dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### **3.5 - Forme du marché public et des prix**

#### **3.5.1           *Forme du marché public***

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public : 600 000 euros HT

Le marché public est mono-attributaire.

#### **3.5.2           *Forme des prix***

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

### **3.6 - Etendue du marché public - quantités**

L'ensemble des prestations et fournitures pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au bordereau des prix unitaires (BPU).

L'inventaire des équipements à maintenir sur chaque site figure en annexe 1 du CCTP.

Les quantités estimatives du marché public sont indiquées au DQE. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

### **3.7 - Durée du marché public**

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TRENTE (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

### **3.8 - Délai d'exécution**

Les délais d'exécution sont précisés au CCAP, au CCTP, au mémoire technique du titulaire, au planning et aux bons de commande.

### 3.9 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification secondaire</i>
50413200-5 - Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie	35111200-7 – Equipement de lutte contre l'incendie

## Article 4 - Conditions de la consultation

### 4.1 - Variantes

Les variantes sont-elles autorisées :  Oui  Non

### 4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées :  Oui  Non

### 4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

### 4.4 - Visite de site

Une visite sur site *facultative* est programmée le mardi 23 juin 2026 à 14h.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de M. Jacques Cellier Téléphone : : 02 99 28 93 19 ou Mail : Jacques.CELLIER@chu-rennes.fr Ils préciseront le type d'équipements auxquels ils souhaitent avoir accès.

### 4.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Toutefois, la forme souhaitée est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à aux articles 8 et 17 du présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

### 4.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### 4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement :  Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire  
 Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

#### 4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP :  Oui  Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres :  Oui  Non

#### 4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique

Le marché public comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP/CCTP :  Oui  Non

Le marché public comporte des critères sociaux de sélection des offres :  Oui  Non

## CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

### Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
  - Annexe 1 : procédure de dématérialisation ;
- ✓ L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
  - Annexe n°1 : Inventaire « CHU de Rennes » ;
- ✓ Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- ✓ La lettre de candidature, modèle DC1 ;
- ✓ La déclaration du candidat, modèle DC2.

## Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>  
sous la référence DPS2026-05

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

## Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

### 7.1.2 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>  
sous la référence DPS2026-05

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

## Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes selon qu'il utilise le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

### 8.1.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

### 8.1.2 Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
  - le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
  - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
  - les références au regard de prestations similaires ou de même nature (dans le domaine fonctionnel), réalisées ou en cours de réalisation au cours des 3 dernières années ;
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

### Article 9 - Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement, accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
  - a. Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
3. Un mémoire technique comportant :
  - a. Organisation des interventions : description des **précautions prises pour travailler en site occupé**. Le soumissionnaire décrira également la méthodologie et les moyens mis en œuvre pour respecter les règles d'hygiène décrites dans le CCTP ;
  - b. Un descriptif de la méthodologie mise en œuvre pour la maintenance préventive et corrective/curative (préparation de l'intervention, déroulé des prestations, nombre d'équipements de sécurité vérifié dans une journée pour la maintenance préventive, stocks de pièces détachées, ...) ;
  - c. Moyens humains (organigramme, nombre de personnes par équipe, profil (diplômes et expérience) des agents proposés pour réaliser la prestation ainsi qu'une copie du certificat d'aptitude professionnelle d'agent vérificateur d'appareils extincteurs conforme à l'arrêté du 20 décembre 1996) ;
  - d. Un exemple de rapport de visite et le délai d'envoi du rapport suite à la visite ;
  - e. Les fiches techniques des extincteurs et RIA proposés (vue éclatée des extincteurs, fiche technique de maintenance et recommandations fabricant) et délai de garantie ;
  - f. Les délais de livraison des extincteurs, RIA et sparklets neufs ;
  - g. **Le calendrier prévisionnel** détaillé d'exécution des prestations de maintenance préventive des équipements listés dans l'inventaire, pour la première année du marché décomposé selon le type d'équipement et présenté par bâtiment, par étages ;
  - h. Le catalogue du titulaire avec les prix indiqués.

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

**NOTA** : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

### Article 10 - Conditions de remise des échantillons

#### 10.1 - Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés :

oui

non

## CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

### Article 11 - Conditions d'envoi des plis

#### 11.1 - Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>  
sous la référence DPS2026-05

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

#### 11.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

☒ CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES  
DIRECTION DES ACHATS  
4 ème étage du Bâtiment Santé Publique  
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

#### 11.3 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

## CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION

### Article 12 - Essais

Aucun essai ne sera demandé aux soumissionnaires.

### Article 13 - Démonstration / Présentation

Aucune démonstration/présentation n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

## CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

### Article 14 - Examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

#### Article 15 - Jugement et classement des offres

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

Critère	Pondération du critère	Sous-critères	Pondération du sous-critère
<b>1 Prix</b>	<b>65%</b>	Prix des prestations <i>(Sur la base du montant résultant du DQE)</i>	90%
		Taux de réduction sur les prix « catalogue fournisseur » des équipements non prévus sur le BPU <i>(Réduction exprimé en pourcentage)</i>	10%
<b>2 Valeur Technique</b> <i>Appréciée au regard du mémoire technique</i>	<b>35%</b>	Moyens humains affectés au marché <i>(nombre de personnes par équipe, organigramme, profil des personnes affectées aux prestations : diplômes et expérience)</i>	25%
		Pertinence de l'organisation technique des prestations <i>(Qualité de la méthodologie, organisation des interventions : précautions prises pour travailler en site occupé et règles d'hygiène)</i>	25%
		Qualité des extincteurs et RIA proposés <i>(Fiches techniques des extincteurs et RIA)</i>	20%
		Pertinence et cohérence du calendrier prévisionnel d'intervention pour la maintenance préventive <i>(Planning d'intervention de la 1<sup>ère</sup> année du marché)</i>	15%
		Qualité du rapport de visite et délai de transmission après la visite	10%
		Délais de livraison des extincteurs, RIA et sparklets neufs	5%

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

## CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

#### Article 16 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

#### Article 17 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

**Dans tous les cas :**

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).  
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

**L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes**, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

## CHAPITRE IX - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3, Contour de la Motte CS44416  
35044 Rennes Cedex  
Téléphone : 02 23 21 28 28.  
Télécopie : 02 99 63 56 84.  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;

- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.